



JUILLET
2025

Milei : rompre avec l'État



Mathilde AZIMONT
Laurence NARDON

Programme
Amériques

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des autrices.

ISBN : 979-10-373-1085-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Buenos Aires, Argentine; 24 août 2023 : Javier Milei, président de la République d’Argentine © Matias Lynch/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Mathilde Azimont et Laurence Nardon, « Milei : rompre avec l’État », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Autrices

Mathilde Azimont est diplômée d'un master d'études hispaniques de l'École nationale supérieure (ENS) de Lyon. Après un séjour de recherche en Argentine en 2023, elle s'intéresse tout particulièrement à l'histoire du péronisme, sujet qu'elle explore à travers le prisme des relations diplomatiques franco-argentines (1944-1955).

Laurence Nardon dirige le programme Amériques de l'Ifri. Elle en édite les publications et organise chaque année au mois de décembre une journée de débats sur les États-Unis. Depuis juin 2019, elle analyse chaque mercredi les enjeux de la politique américaine dans le podcast « New Deal », produit en partenariat avec *Slate.fr* et la lettre d'information *Time to Sign Off* (TTSO). Elle a publié *L'Amérique de Trump en 100 questions* chez Tallandier en 2018 et *Géopolitique de la puissance américaine* aux PUF en août 2024.

Résumé

L'élection de Javier Milei en novembre 2023 met un coup d'arrêt brutal à quarante ans d'une démocratie argentine toujours marquée par le souvenir de Juan Perón et fidèle au principe de la légitimité de l'État. Que ce soit avec les politiques néolibérales de Carlos Menem (qui conduisent à la faillite de 2001) et de Mauricio Macri, ou avec les politiques de centre gauche néo-développementalistes des Kirchner et d'Alberto Fernandez, le pays n'a pas su corriger sa tendance marquée à l'inflation. S'ajoutent à partir des années 2010, de nouveaux problèmes liés à l'insécurité, à la précarisation de l'emploi, à une corruption généralisée dans la fonction publique et les entreprises publiques et enfin, en 2020-2021, à des mesures anti-Covid extrêmement impopulaires.

C'est dans ce contexte que Javier Milei entre en politique. Économiste séduit par les thèses libertariennes de Murray Rothbard, il va capitaliser sur l'exaspération des jeunes des classes populaires urbaines. Les électeurs de Milei sont à la fois en colère contre les maux du pays, dont ils rendent coupables les élites politiques argentines tous partis confondus ; mais aussi dans l'espoir d'une réussite professionnelle due au développement personnel (*mejorismo*), en dehors de toute assistance de la puissance publique.

Milei leur propose un démantèlement massif de l'État (avec sa tronçonneuse), ainsi qu'une vision ultra-réactionnaire de la société. Son programme contient peu de propositions en matière d'identité et d'immigration, car ces questions ne sont pas aussi prégnantes dans le contexte latino-américain que dans les extrêmes droites occidentales. Appuyé sur un style et une communication anti-système « à la Trump » tout à fait dans l'air du temps, Milei est élu en 2023 avec 56 % des suffrages.

Après bientôt deux ans de pouvoir, le bilan de Milei est mitigé pour ses partisans comme pour ses adversaires. Il a engagé une réduction drastique de la fonction publique argentine et une attaque en règle contre les droits reproductifs, mais la suite de son combat est freinée par la faiblesse de sa représentation législative. En politique étrangère, Milei suit la ligne de son voisin du Nord, Donald Trump, mais avec un certain pragmatisme. En termes économiques, enfin, on observe des prévisions de croissance encourageantes et la baisse de l'inflation, mais les inégalités sociales et territoriales s'accroissent, tandis que les possibilités de mobilité sociale semblent affaiblies et que l'urgence environnementale est oubliée.

Abstract

The election of Javier Milei in November 2023 brought a sudden end to forty years of Argentine democracy, which had remained marked by the legacy of Juan Perón and faithful to the principle of state legitimacy. Whether through the neoliberal policies of Carlos Menem (which led to the financial crisis of 2001) and Mauricio Macri, or through the center-left neo-developmental policies of the Kirchners and Alberto Fernandez, the country failed to correct its persistent tendency toward inflation.

From the 2010s onward, new problems emerged: growing insecurity, increasingly precarious employment, widespread corruption in the public administration and state-owned companies, and finally, in 2020–2021, highly unpopular anti-Covid measures.

It is in this context that Javier Milei entered politics. An economist drawn to the libertarian theories of Murray Rothbard, he capitalized on the frustration of young people from urban working-class backgrounds. Milei's voters are both angry about the country's woes—which they blame on Argentina's political elites across all parties—and hopeful for personal success through self-improvement (*mejorismo*), without relying on any form of state welfare.

Milei promised them a massive dismantling of the state (symbolized by his chainsaw) along with an ultra-reactionary vision of society. His platform contains few proposals on identity and immigration, as these issues are not as prominent in the Latin American context as they are for Western far-right movements. Supported by an anti-establishment style and communication strategy reminiscent of Donald Trump and well aligned with contemporary political trends, Milei was elected in 2023 with 56% of the vote.

After nearly two years in power, Milei's record is mixed—both for his supporters and his opponents. He has launched a drastic reduction of the countries' civil service and a full-scale attack on reproductive rights, but the continuation of his agenda is hampered by his weak representation in the legislature. In foreign policy, Milei follows in the footsteps of his northern counterpart Donald Trump, though with a certain pragmatism. Economically, there are encouraging growth forecasts and inflation is declining, but social and territorial inequalities are increasing, social mobility appears to be weakening, and the environmental emergency has been largely ignored.

Sommaire

INTRODUCTION	6
L'ÉTAT ARGENTIN FACE AUX ALTERNANCES POLITIQUES : UN RÔLE VARIABLE MAIS UNE LÉGITIMITÉ CONSTANTE	10
La crise du « corralito » (2001)	10
L'avènement du kirchnérisme : une refondation de l'État comme moteur du développement	12
Le retour du péronisme et la pandémie de Covid-19 : trop d'État tue l'État ?	14
MILEI : UN DIVORCE INÉDIT DU PACTE ENTRE DÉMOCRATIE ET CAPITALISME.....	17
Entre exclusion sociale et individualisation : l'émergence du « meyorismo »	18
« Vive la liberté », vraiment ?	20
Une politique extérieure anti-système	24
CONCLUSION	27

Introduction

L'économiste libertarien Javier Milei entre dans la course politique en 2021 en se faisant élire député de la Nation argentine. Figure de plus en plus médiatisée, Milei défend une réduction radicale des dépenses publiques et plus largement un démantèlement de l'État, responsable selon lui de la crise économique profonde que traverse alors le pays.

La victoire de Milei aux élections présidentielles du 19 novembre 2023 a représenté un véritable séisme politique pour le pays tant par son ampleur, que par le profond rejet de l'« oficialismo¹ » qu'elle semble avoir signifié. Milei s'est imposé avec 56 % des voix face au candidat péroniste Sergio Massa, ministre de l'Économie du gouvernement sortant². Sur un total de 27 millions de votants (représentant plus de 75 % des électeurs au second tour), un écart de 3 millions de voix a séparé les deux candidats. En première analyse, sa victoire surprend. De fait, la plupart des journalistes, des hommes d'affaires et même des leaders politiques issus de différents partis prédisaient la victoire d'un candidat issu d'une fraction politique plus ou moins dominante comme Juntos por el Cambio (Alliance PRO-UCR³, droite) ou bien Unión por la Patria (progressisme d'obédience péroniste). Pourtant, dès la tenue des élections primaires en août 2023, le parti de Milei, La Libertad Avanza (LLA) avait obtenu le résultat inattendu de 30 % des suffrages. Sa victoire était-elle vraiment imprévisible ?

Depuis l'élection du péroniste de centre-gauche Néstor Kirchner en 2003, l'État s'est imposé comme le principal acteur chargé de répondre aux problèmes publics et a ainsi joué un rôle central dans la société argentine. Ce même péronisme revient au pouvoir en 2019 après que la politique économique néolibérale de Mauricio Macri (2015-2019) s'est soldée par un échec. Une majorité des Argentins espérait alors de l'État qu'il soit capable de redonner à l'économie nationale sa santé, considérant qu'il constituait l'institution légitime pour sortir le pays de l'impasse. Quatre années plus tard, en 2023, une partie significative des électeurs semble, par le vote Milei, vouloir en finir avec l'État. Comment comprendre ce passage du « populisme de gauche » kirchnériste, à la volonté miléiste de démanteler

1. Terme généralement utilisé en Amérique latine pour se référer aux forces politiques en faveur du gouvernement.

2. En 2019, le péroniste Alberto Fernández est élu président dès le premier tour avec plus de 47 % des voix contre 41 % pour son opposant de droite Mauricio Macri, président de 2015 à 2019. Il nomme comme vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner, qui, en tandem avec son mari Nestor Kirchner, dirige l'Argentine de 2003 à 2015.

3. Cf. liste ci-après, page 7.

l'État ? Qu'est-ce qui explique dans l'histoire politique récente du pays l'ascension de ce candidat anti-système ?

La montée en puissance de droites radicales à tendance populiste ne se limite pas à l'Argentine, mais s'inscrit dans une évolution internationale, et plus précisément régionale depuis la fin des années 2010. En témoignent notamment l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil ou bien celle de Nayib Bukele au Salvador. Même dans des pays comme le Chili ou la Colombie où les politiques publiques restent marquées par des orientations progressistes et démocratiques, l'extrême droite occupe une place de plus en plus importante et semble désormais imposer le cadre et le ton des débats politiques. L'ensemble de ces trajectoires politiques nationales révèle l'existence d'un large mécontentement social qui réussit à être capté par des discours axés sur le rejet de l'État, la critique des élites et la glorification de l'entrepreneuriat.

Toutefois, la montée du miléisme en Argentine, que l'on peut qualifier d'extrême droite en ce sens qu'il associe ultralibéralisme sur les questions économiques et ultraconservatisme sur les questions sociales, ne peut être perçue ni comme une simple importation de modèles libertariens ou néo-fascistes occidentaux, ni comme une énième version de l'autoritarisme latino-américain. Certes, l'ultradroite s'internationalise : des variantes locales interfèrent avec d'autres mouvements et s'en inspirent⁴. Toutefois, chaque cas doit être considéré comme original non seulement dans les phénomènes économiques qui permettent, en partie, son ascension, mais également dans la conception du projet politique qui répond souvent à des préoccupations locales bien diverses.

Le miléisme trouve aussi ses racines dans une crise prolongée où se conjuguent l'échec du néo-développementalisme kirchnériste, la déception face aux réformes néolibérales de Mauricio Macri et la pandémie de Covid-19 à l'origine d'une remise en question de la légitimité institutionnelle de l'État.

4. On peut notamment penser à Bukele que Trump qualifie de « great friend », mais aussi des ponts entre l'extrême droite de Bolsonaro et celle de Milei.

Liste des présidents argentins depuis le rétablissement de la démocratie

	NOM	PARTI
1983-1989	Raúl ALFONSÍN	Union civique radicale (UCR)
1989-1995	Carlos MENEM	Parti justicialiste (PJ) néolibéral
1995-1999	Carlos MENEM	PJ néolibéral
1999-2001	Fernando DE LA RÚA	Alliance UCR – FrePaSo (Frente País Solidario), social-démocratie
2001 (intérim, deux jours)	Ramón PUERTA	PJ
2001 (sept jours)	Adolfo RODRIGUEZ SAÁ	PJ à tendance fédérale
2001 (intérim, trois jours)	Eduardo CAMAÑO	PJ
2002-2003	Eduardo DUHALDE	PJ modéré
2003-2007	Néstor KIRCHNER	PJ de centre gauche
2007-2011	Cristina FERNÁNDEZ DE KIRCHNER	PJ de centre gauche
2011-2015	Cristina FERNÁNDEZ DE KIRCHNER	PJ de centre gauche
2015-2019	Mauricio MACRI	Alliance Cambiemos (Propuesta Republicana (PRO), UCR), droite conservatrice
2019-2023	Alberto FERNÁNDEZ	PJ de centre gauche
Depuis 2023	Javier MILEI	La Libertad Avanza (LLA)

Les deux principaux courants du justicialisme (péronisme)

Ménemisme : justicialisme néolibéral sous Carlos Menem.

Kirchnérisme : justicialisme de centre-gauche à visée néo-développementaliste (intervention de l'État pour soutenir la croissance et la redistribution, avec un effort sur les droits humains).

Une référence durable : le péronisme

Le terme « péronisme » tire son origine du colonel Juan Domingo Perón (1895-1974), nommé secrétaire au Travail et à la Prévoyance à la suite du coup d'État militaire d'octobre 1943. En octobre 1945, il est relevé de ses fonctions par une fraction de dirigeants militaires hostiles aux réformes sociales qu'il propose. Une marche d'ouvriers et de syndicats sur la Plaza de Mayo exige alors sa libération, ce qui constitue l'acte fondateur du péronisme et conduit à l'organisation d'élections présidentielles qu'il remporte en février 1946. Perón est réélu en 1951, mais condamné à l'exil en 1955 suite à un nouveau coup d'État militaire. Il ne reviendra au pouvoir que brièvement de 1973 à sa mort en 1974.

À la tête de l'Argentine, Perón s'inspire de l'idée d'État-providence pour poser les bases de son programme social. Le péronisme se dote alors d'une doctrine officielle, le justicialisme, fondée sur trois piliers : la justice sociale, l'indépendance économique et la souveraineté politique. L'une des avancées les plus notables de ses deux premières présidences concerne les droits des travailleurs. L'épouse de Perón, Eva Duarte, joue un rôle très important pour les droits des femmes et des enfants. Son engagement contribue à l'adoption du suffrage féminin en 1947.

Sur le plan idéologique, le péronisme est souvent assimilé à un mouvement populiste, à la croisée du fascisme, du communisme et de certains mouvements régionaux comme le varguisme au Brésil. Perón adopte un style paternel et charismatique tourné vers le « peuple », en cherchant à incarner personnellement le lien entre la société civile et l'État. Selon Ernesto Laclau (*La Raison populiste*, 2014), le péronisme dépasse les clivages de classe : il lie le mérite à l'effort et se centre sur des valeurs virilistes. L'historien français Alain Rouquié le qualifie de « démocratie hégémonique » (*Le Siècle de Perón*, 2016), dans laquelle l'exercice effectif des droits dépend en réalité de l'adhésion au justicialisme. À la fois doctrine politique, économique et sociale, mais en même temps mouvement populaire, le péronisme place l'État au cœur de la vie économique et sociale du pays. En termes de politique étrangère, Perón est l'un des premiers à choisir le non-alignement avec sa doctrine de la « Tercera Posición » à partir de 1946.

Depuis le rétablissement de la démocratie en 1983, le péronisme continue de structurer le spectre politique argentin. Il est parfois revendiqué comme une étiquette, sans véritable adhésion à ses principes. Plus qu'un simple parti, le péronisme s'apparente à une identité populaire. Toutefois, son pouvoir mobilisateur semble avoir perdu en crédibilité aux dernières élections, notamment parmi les jeunes issus des milieux populaires, qui s'identifient désormais au discours libertarien de Javier Milei, en rupture nette avec les partis traditionnels.

L'État argentin face aux alternances politiques : un rôle variable mais une légitimité constante

Les années 1990 sont marquées en Argentine par la mise en place de politiques économiques néolibérales qui semblent être à l'origine, dans un premier temps, d'une stabilisation de l'économie nationale. Ces mesures sont lancées par le président péroniste Carlos Menem, élu en 1989, et cherchent à répondre au problème majeur de l'hyper-inflation. Menem a d'abord recours à des mesures plutôt traditionnelles comme la privatisation d'entreprises publiques ou la hausse des taux d'intérêt, mais c'est au niveau monétaire qu'il met en place un système inédit. Avec son ministre de l'Économie Domingo Felipe Cavallo, il met en œuvre le « Plan de Convertibilidad » qui établit un taux de change fixe entre le dollar et le peso argentin nouvellement créé. La parité instaurée par ce *currency board* a des conséquences positives immédiates : elle permet la réapparition du crédit et la réactivation de la consommation avec une augmentation des salaires et le retour des investissements étrangers. L'Argentine se transforme alors en élève modèle du Fonds monétaire international (FMI) et semble incarner la validité des postures néolibérales.

La crise du « corralito » (2001)

Mais à partir de 1995, le consensus sur le plan de Convertibilité commence à s'effriter en raison de ses conséquences sociales, en particulier l'augmentation du taux de chômage. La structure économique de l'Argentine, largement dépendante des exportations, l'augmentation du déséquilibre budgétaire et l'importance de la dette extérieure⁵ accentuent sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. Le système du *currency board* aggrave la situation car l'administration refuse d'ajuster le taux de change en fonction des dynamiques économiques internationales. La « crise du Tequila » de 1995 au Mexique, causée par une dévaluation brutale de la monnaie, approfondit les tensions en Argentine : les capitaux étrangers se retirent massivement et la croissance s'effondre.

5. En 1992, la dette publique argentine représente 25 % du produit intérieur brut (PIB). Au début des années 2000, elle représente près de 150 % du PIB (source : FMI).

En 1999, lorsque Fernando de la Rúa accède à la présidence, l'économie du pays est dans un état chaotique (endettement à 132 milliards de dollars, déficit budgétaire, récession, évasion fiscale...) et plus de la moitié de la population argentine vit sous le seuil de pauvreté. Le président nouvellement élu cherche à compenser la surévaluation du peso par rapport aux monnaies de la région⁶ et la fuite de capitaux vers l'étranger avec des prêts contractés auprès du FMI et de nouvelles mesures de déréglementation. Deux d'entre elles ont des conséquences sociales particulièrement dramatiques : la libéralisation de la santé et la flexibilisation du marché du travail. Fernando de la Rúa rappelle l'artisan du *currency board*, Domingo Felipe Cavallo. Ce dernier met sur pied la loi « Zéro déficit » qui maintient la rigidité de la convertibilité. À la fin de l'année 2001, non seulement l'Argentine est en faillite car elle ne peut plus honorer ses échéances, mais l'espoir d'une nouvelle aide est balayé par le refus du FMI d'effectuer un déboursement de 1,3 milliard de dollars⁷.

Le président Fernando de la Rúa signe alors, le 1^{er} décembre 2001, le décret 1570/01 surnommé « Corralito⁸ », qui entraîne un gel des dépôts bancaires : les retraits sont plafonnés à 200 pesos par jour, et les capitaux ne peuvent plus sortir du pays. Ce décret provoque une crise économique, politique et sociale d'une ampleur inédite. La population argentine se révolte, organisant des grèves, des émeutes de la faim (*cacerolazos*), des entraves à la circulation (*piqueteros*) ou le pillage de supermarchés et d'épiceries. Les manifestants réclament du travail (le chômage frôle alors les 20 %⁹), le paiement des salaires dus ou encore des investissements dans le domaine de la santé. Une grande partie de la population souffre d'insécurité alimentaire alors que l'Argentine est historiquement l'un des principaux exportateurs agricoles dans le monde. La demande est claire : « Que se vayan todos¹⁰ ».

Le gouvernement déclare l'état de siège le 19 décembre 2001 pour tenter de mettre fin aux manifestations. On compte à cette date 26 décès et plus de 150 blessés dans la population civile. Après la démission du ministre de l'Économie Cavallo, Fernando de la Rúa est contraint de quitter la Casa Rosada en hélicoptère. En dix jours, près de cinq présidents se succèdent¹¹. Les pillages continuent et le Congrès est même attaqué le 28 décembre pour chasser le président intérimaire Adolfo Rodríguez Saá. En vertu de la loi d'acéphalie présidentielle, Eduardo Duhalde, qui incarne la branche de gauche du péronisme, remplace et termine le mandat de Fernando de la Rúa. En novembre 2003, Nestor Kirchner affronte Menem

6. Qui connaissent dévaluations successives (notamment le réal brésilien).

7. « The IMF and Argentina, 1991-2001 », évaluation ex-post (2004) par l'Independent Evaluation Office du FMI.

8. Ce terme signifie « Enclos » ou « parc pour enfants ».

9. Source : Banque mondiale.

10. « Qu'ils s'en aillent tous ».

11. Documentaire « Memorias del Saqueo » de Fernando Solanas, 2003.

aux élections présidentielles et les remporte, avec comme slogan : « La patria no se vende¹² ». C'est la fin de l'ère néolibérale en Argentine.

L'avènement du kirchnérisme : une refondation de l'État comme moteur du développement

Les années 2000 sont marquées en Amérique latine par une vague d'élections de présidents progressistes, dite « marea rosa¹³ ». En Argentine, Néstor Kirchner ouvre une période de près de douze ans de continuité politique dans un cadre démocratique, fait exceptionnel dans l'histoire du pays. Ce mouvement politique s'inscrit dans une dynamique néo-développementaliste observée à l'échelle régionale qui fait de l'État un acteur central de l'économie.

Entre 2003 et 2008, l'Amérique latine connaît une croissance économique importante et se montre plutôt résistante à la crise des *subprimes*¹⁴. Cette conjoncture favorable s'explique par l'essor des produits de base miniers, énergétiques ou agricoles (*commodities*) qui a largement stimulé l'économie régionale et permis aux États de réaliser plus de transferts sociaux, tout en faisant de la Chine le principal partenaire commercial de l'Amérique latine.

Ce contexte régional est particulièrement propice au développement économique d'une Argentine en sortie de crise. Dans un premier temps, Néstor Kirchner sort le peso de la convertibilité et cherche à bénéficier de l'augmentation du prix des matières premières en mettant en place des politiques de soutien à l'exportation¹⁵. Le modèle néo-développementaliste de Kirchner repose sur deux piliers : l'extractivisme des ressources naturelles et la création d'infrastructures génératrices de revenus. Il engage ainsi une re-primarisation de l'économie argentine appuyée sur une modernisation du secteur primaire, surtout de l'agriculture, et l'usage accru des nouvelles technologies.

L'économie connaît un rebond dès 2004 avec une croissance de 8 %. De son côté, le taux d'endettement extérieur baisse significativement par rapport au début de la décennie. Ces résultats permettent aux gouvernements de Néstor (2003-2007) puis de Cristina (2007-2015) Kirchner de mettre en œuvre des politiques redistributives de grande

12. « La patrie n'est pas à vendre ».

13. Hugo Chavez, Evo Morales, Rafael Correa, Daniel Ortega, Lula, Michelle Bachelet...

14. F. Calderon et M. Castels, « La globalizacion de América Latina: de la crisis del neoliberalismo a la crisis del neodesarrollismo », Fondo de Cultura Economica, 2019.

15. En 2015, l'Argentine devient le troisième producteur mondial de soja, après les États-Unis et le Brésil. Les exportations atteignent leur apogée en 2008 en s'approchant des cinq milliards de dollars, avant que les cours mondiaux ne baissent. Lire S. Velut, « Argentine : qu'est-ce que le kirchnérisme ? », *Politique étrangère*, vol. 81, n° 3, Ifri, 2016, p. 3-35.

ampleur qui entraînent une baisse significative de la pauvreté. Entre 2001 et 2012, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté passe de 50 % à seulement 12 %. Cette politique s'appuie sur la réalisation de transferts explicites comme l'allocation universelle pour les enfants, créée en 2009, ou la construction de logements. Par ailleurs, de larges investissements publics sont effectués en faveur de l'innovation¹⁶ et illustrent une volonté d'autonomiser le développement du pays. Néstor Kirchner engage par ailleurs une réouverture des dossiers sur les responsables de la dictature de 1976-1983, considérant qu'il n'y a pas de pardon sans rétablissement de la vérité. Il est le premier président à présenter des excuses officielles au nom de l'État pour les victimes de la dictature et à transformer des sites de torture en lieux de mémoire¹⁷.

À la tête du pays, Néstor Kirchner met en place un vaste programme de renationalisations qui touche des secteurs stratégiques comme l'énergie ou les transports. La création d'un ministère de Planification fédérale en 2003 ou l'emblématique résiliation du contrat de concession du service des eaux à Buenos Aires avec le géant français Suez illustrent une volonté de reprendre la main sur les services publics considérés comme d'intérêt général. Par ailleurs, comme la rapide mécanisation du secteur primaire n'a pas permis de faire baisser le chômage, l'État crée de nombreux emplois publics. Dans certaines régions reculées, on compte 100 emplois publics pour 1 000 habitants¹⁸. Cette étatisation croissante de l'économie permet la formation d'un ample secteur de salariés protégés, surtout issus des classes moyennes.

Les résultats semblent donc inespérés : l'étatisme encourage un productivisme qui sert le bien-être social. Toutefois, cette période de croissance est interrompue par la baisse de la croissance de la Chine et la chute des prix des *commodities* qui met en lumière la vulnérabilité des économies latino-américaines face aux fluctuations de l'économie mondiale. En Argentine, le produit intérieur brut (PIB) chute de 2,5 points en 2014, et le continent entre en récession à partir de 2015. Pourtant, les dépenses publiques continuent d'augmenter¹⁹.

La fin de la période de « bonanza²⁰ » économique, la dégradation de la santé de Cristina Fernández de Kirchner et l'augmentation des prix conduisent à la victoire de la coalition de centre-droit de Mauricio Macri (Alliance Cambiemos) avec son slogan « Pauvreté zéro ». Alors qu'il promet

16. Création en 2007 d'un ministère de la Science et de la Technologie.

17. Il transforme ainsi l'ESMA (Escuela de Mecanica de la Armada), l'un des lieux de torture les plus actifs sous la dictature, en Musée pour le Mémoire en 2007. Lire C. Feld, « De centre de torture à patrimoine de l'humanité. L'École de Mécanique de la Marine (ESMA) comme emblème de la mémoire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, mis en ligne le 18 décembre 2024.

18. S. Velut, « Argentine : qu'est-ce que le kirchnérisme ? », *op. cit.*

19. « Dépenses de consommation finale des administrations publiques (\$, US courant), Argentine », *Perspectives monde*, disponible sur : <https://perspective.usherbrooke.ca>

20. « Aubaine ».

de normaliser la situation du pays par des réformes structurelles de tendance néolibérale, Macri fait connaître à l'économie argentine sa crise la plus grave depuis 2001. La dérégulation commerciale et la dévaluation de la monnaie entraînent des transferts de revenus des secteurs les plus modestes vers les plus aisés, sans augmenter la productivité de l'économie initialement voulue. La priorité accordée aux marchés financiers ne se traduit pas par une augmentation des investissements, les capitaux ne cessant de fuir le pays sur la période²¹. Par ailleurs, ces mesures ne s'accompagnent pas d'un recul significatif de l'inflation²² et le chômage gagne du terrain avec une augmentation de la part des emplois informels²³. En 2019, les conditions matérielles des milieux populaires se sont largement dégradées par rapport à 2015.

Durant le mandat de Macri, l'étatisme recule dans certains secteurs mais il occupe toujours une place de premier plan dans la régulation de l'économie. En effet, Macri annonce par exemple en 2018 de nouvelles *retenciones* (taxation des exportations agricoles) qui ne sont pas sans rappeler la politique fiscale kirchnériste. Pour stabiliser l'économie, il décide cette même année de contracter un prêt de 57 milliards de dollars auprès du FMI²⁴, le plus gros que l'institution ait jamais accordé, qui l'oblige à réduire de nouveau les subventions et les investissements publics. Dans une évaluation *ex-post* publiée en 2021²⁵, le FMI reconnaît lui-même que le programme n'a pas atteint ses objectifs en ne prenant pas en compte la structure socio-économique du pays. En 2019, l'économie argentine entre en récession, l'inflation atteint les 55 %, la pauvreté touche près d'un tiers de la population et le taux de chômage dépasse les 10 %²⁶. Ce bilan signe la défaite politique de Mauricio Macri.

Le retour du péronisme et la pandémie de Covid-19 : trop d'État tue l'État ?

En 2019, le péronisme revient au pouvoir avec le nouveau président Alberto Fernández accompagné de sa vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner, ex-présidente. Le gouvernement redessine la place de l'État, en particulier dans le contexte de la pandémie, en remettant au goût du jour les politiques néo-développementalistes qui avaient déjà connu certaines

21. D. Pierbattisti, « Après l'échec néolibéral, une nouvelle opportunité pour l'État social en Argentine ? », *Savoir/Agir*, vol. 57, n° 3, 2021, p. 117-126.

22. Si l'inflation baisse de moitié entre 2016 et 2017, passant de 40,3 % à 24,8 %, elle atteint 53,8 % en 2019.

23. P. Salama, « L'Argentine à la dérive », *Les Études du CERI*, 2019.

24. D. Pierbattisti, « Après l'échec néolibéral, une nouvelle opportunité pour l'État social en Argentine ? », *op. cit.*

25. « Argentina: Ex-Post Evaluation of Exceptional Access Under the 2018 Stand-By Arrangement-Press Release and Staff Report », *IMF Staff Country Reports*, décembre 2021.

26. « Macri sanctionné pour son bilan économique désastreux », *Les Échos*, 12 août 2019, disponible sur : www.lesechos.fr.

limites durant la période kirchnériste (2003-2015) – et alors même que le contexte économique est désormais largement moins propice qu'une décennie auparavant.

Tout au long de leurs mandats, les kirchnéristes ont opté pour une stratégie qui identifie le peuple, sorte de « sujet historique », à une nation et à un État²⁷. À la tête de celui-ci, le leader charismatique s'investit contre les inégalités, en faveur du développement et pour la sauvegarde des intérêts nationaux face aux ingérences étrangères et aux oligarques nationaux.

En réalité, une méfiance généralisée croît au sein de la société civile dès 2015²⁸ : la dégradation de la situation économique montre un État qui peine à faire face aux problèmes auxquels il avait promis de répondre. Par ailleurs, la fonction publique semble être l'apanage d'un parti hégémonique et tentaculaire. De fait, les processus de décisions sont fortement centralisés et concurrencent les institutions classiques de dialogues entre la société civile et l'État. Ce péronisme encourage ainsi la construction d'un État « patrimonial-corporatiste²⁹ ». Il s'appuie par exemple sur des entreprises publiques qui deviennent non seulement des sources de financement mais également d'influence et donc de pouvoir. Ces leviers favorisent une corruption généralisée et permettent à l'État d'étendre son emprise sur de nombreuses couches de la société³⁰. L'extension de ces pouvoirs peut être illustrée par le recours de Fernández et de sa vice-présidente à des slogans, tels que « El Estado presente³¹ » ou « El Estado te cuida³² », placardés jusque dans les quartiers les plus défavorisés. La politique de quarantaine anti-Covid, particulièrement restrictive³³ en Argentine, a été considérée *a posteriori* comme excessive : au moyen d'une vingtaine de décrets, le président a fait cesser les activités en présentiel sur quasiment une année complète³⁴.

Par ailleurs, ces gouvernements péronistes successifs, néo-développementalistes, ont cherché à favoriser la redistribution et la croissance économique, en mettant l'accent sur la main-d'œuvre et les conditions matérielles des plus pauvres. Toutefois, ils n'ont pas pris en compte les coûts sociaux et environnementaux de ces politiques. D'immenses zones métropolitaines se sont transformées en banlieues peu

27. F. Calderón et M. Castels, « La globalización de América Latina: de la crisis del neoliberalismo a la crisis del neodesarrollismo », *op. cit.*

28. Ce changement est observé régionalement : le soutien à la démocratie passe de 61 % en 2010 à 53 % en 2017, ce qui affecte la légitimité des institutions politiques (cf. F. Calderon et M. Castels, *ibid.*).

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. « L'État est ici ».

32. « L'État prend soin de toi ».

33. Selon Infobae, les politiques de confinement et de distanciation obligatoires ont concerné 336 jours entre 2020 et 2021. Lire M. Fitz Patrick et S. Crucianelli, « Los días de aislamiento y distanciamiento obligatorio dispuestos por Alberto Fernández entre 2020 y 2021 sumaron 336 », Infobae, 4 septembre 2024, disponible sur : www.infobae.com.

34. À titre de comparaison, c'est plus que le double de temps de restrictions connues par la population française.

hospitalières avec des logements, des transports publics et des niveaux de pollution détériorés³⁵ ; un modèle de développement considéré comme « inhumain³⁶ ». Il a en effet favorisé la croissance de l'économie informelle, de la violence et de la délinquance, s'inscrivant au centre des préoccupations de la classe moyenne. La poursuite de ces politiques sociales contre-productives a, qui plus est, entraîné une hausse de la pression fiscale. Par conséquent, le gouvernement perd petit à petit ses soutiens à partir de 2022 : d'abord le secteur agricole, mais aussi les radicaux et les péronistes progressistes. Par ailleurs, l'augmentation de l'inflation durant le mandat de Fernández, atteignant les 211 % en 2023³⁷, décrédibilise la candidature du ministre de l'Économie péroniste Sergio Massa et les institutions politiques traditionnelles.

35. F. Calderón et M. Castels, « La globalización de América Latina: de la crisis del neoliberalismo a la crisis del neodesarrollismo », *op. cit.*

36. *Ibid.*

37. M. Kanenguiser, « La Argentina terminó 2023 con la inflación más alta del mundo, por encima del Líbano y Venezuela », Infobae, janvier 2024.

Milei : un divorce inédit du pacte entre démocratie et capitalisme

Au cours des vingt dernières années, l'Argentine a choisi alternativement deux modèles accordant à l'État un rôle presque antinomique dans le développement économique du pays. Mais l'État est toujours resté un acteur légitime dans l'élaboration des politiques publiques, non seulement pour les partis au pouvoir, mais également pour l'opinion publique³⁸. L'alternance de ces gouvernements n'a pourtant pas proposé de solution durable aux problèmes rencontrés par les citoyens argentins. Au contraire, elle semble avoir largement contribué à l'émergence d'une crise multidimensionnelle³⁹ : à la crise économique et sociale s'est ajoutée une crise d'ordre institutionnel liée à l'absence de mécanismes permettant de rassembler les intérêts nationaux et d'engager des négociations transparentes avec la société civile⁴⁰.

D'après Pérez Sainz (2014), la modernisation en Amérique latine a été duale : certaines parties de la population ont été exclues du modèle de production capitaliste en raison de l'inadéquation de leurs compétences à la demande sur le marché du travail. Ce phénomène a été aggravé par une dynamique d'individualisation induite par des politiques néolibérales, obligeant de nombreux individus à s'engager dans des emplois précaires. Le lien entre citoyenneté et travail s'est ainsi érodé, puisque l'informalité empêche l'accès aux droits sociaux fondamentaux du travailleur et donc à sa reconnaissance institutionnelle.

Les efforts d'insertion de l'économie argentine dans un système mondialisé se sont accompagnés d'une incapacité de l'État à répondre à l'insécurité, à la précarisation et à l'inflation⁴¹ – un triple problème largement instrumentalisé par l'extrême droite à partir du début des années 2020. Ce « mélange d'exclusion et d'individualisation » (Pérez Sainz, 2014), accentué par les échecs des gouvernements à la fois néolibéraux et néo-

38. En 2010, selon un rapport élaboré par LAPOP, 77,5 % des Argentins étaient favorables à un interventionnisme fort dans l'économie.

39. Qui, selon Calderon et Castells, concerne l'ensemble du continent à partir de 2019. Lire F. Calderón et M. Castells, « La globalización de América Latina: de la crisis del neoliberalismo a la crisis del neodesarrollismo », *op. cit.*

40. *Ibid.*

41. P. F. Semán et N. S. Welschinger Lascano, « Juventudes mejoristas: La crítica al Estado, la política y la economía en la generación pandémica », *Cuadernos de Antropología Social*, vol. 58, 2023, p. 29-52.

développementalistes, a encouragé un récit qui fait de l'État non pas un garant, mais un obstacle à l'exercice de la liberté. Les échecs économiques successifs des gouvernements de partis traditionnels ont donné à la droite radicale non seulement l'opportunité d'occuper un espace politique mais également de réinterpréter les limites de la démocratie sur des questions économiques, politiques et sociales.

Entre exclusion sociale et individualisation : l'émergence du « *mejorismo* »

L'extrême droite en Argentine ne trouve pas son origine dans le mouvement miléiste. En revanche, l'une des singularités du miléisme réside dans la nature de son ascension : « abrupte, radicale et majoritaire⁴² », qui lui a permis de devenir un parti d'extrême droite dominant.

La montée du miléisme est liée au phénomène du « *mejorismo*⁴³ » (ou « *méliorisme* »), qui voit les jeunes issus de milieux populaires urbains porter un regard très critique sur la situation argentine, volontiers qualifiée de décadente⁴⁴. Cette « subjectivité populaire émergente⁴⁵ » a une double dimension. Elle est premièrement réactive : ces jeunes s'élèvent contre l'inefficacité de l'État, la classe dirigeante et son incapacité à juguler l'inflation. La critique de l'« état de l'État⁴⁶ » illustre davantage l'existence de fortes attentes de leur part vis-à-vis de l'État qu'une remise en question de sa légitimité. Ils dénoncent en particulier la hausse du travail informel, le manque de sécurité dans les quartiers, la discrimination et la violence liées au genre. Cette situation donne lieu à un « stigmatisme générationnel » : les jeunes des secteurs populaires ont l'impression de ne pas pouvoir accéder à ce à quoi les jeunes des générations précédentes ont eu accès. Les « *mélioristes* » considèrent par ailleurs les hommes politiques comme un groupe social différent du reste de la société, incapable de comprendre les besoins du peuple argentin.

La critique des « *mélioristes* » revêt deuxièmement une dimension affirmative. Face à ce qui est considéré comme l'échec des politiques étatiques nationales, les individus en viennent à se considérer eux-mêmes comme des unités productives optimisables et perfectibles. L'ascension sociale est possible, mais seulement par l'effort personnel, seul moyen de se réaliser en tant qu'individu. L'adoption d'un langage emprunté au monde

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. Le thème de la décadence est un marqueur de la droite traditionnelle légitimiste. Lire O. Roy, « Les droites et Trump : crise et avenir d'une tradition politique », *Le Grand Continent*, 2025.

45. P. F. Semán et N. S. Welschinger Lascano, « Juventudes mejoristas: La crítica al Estado, la política y la economía en la generación pandémica », *op cit.*

46. *Ibid.*

de la finance, de l'entrepreneuriat et de nouvelles spiritualités acquises aux logiques néolibérales⁴⁷, largement diffusé sur des réseaux sociaux comme TikTok ou Instagram, s'accompagne d'un refus de l'« assistanat⁴⁸ ».

Le méliorisme s'enracine beaucoup plus dans la perception de l'échec des politiques étatiques nationales que dans la xénophobie ou le rejet du multiculturalisme. La spécificité du cas argentin réside dans la fusion de la critique populaire et d'un discours libertarien. En effet, Javier Milei a su canaliser cette critique de « l'état de l'État » avec des idées et une propagande électorale reçues avec empathie dans les secteurs populaires, notamment parmi les jeunes et les travailleurs informels. Le programme libertarien, qui vise à apporter une réponse facile à un problème complexe⁴⁹ résonne particulièrement dans le contexte du pays, rapidement interprété comme la seule issue pour ces jeunes dénués de perspectives⁵⁰, connaissant des difficultés d'accès à l'alimentation ou au logement. La proposition de Milei de dollariser l'économie du pays n'est pas nouvelle mais connaît beaucoup de succès en raison de sa charge symbolique, le peso étant considéré comme la monnaie de la « caste » par laquelle elle cultive ses privilèges et exclut le reste de la population argentine travailleuse⁵¹. Le nom de son parti LLA, a un grand retentissement après que la société civile a pâti des politiques anti-Covid particulièrement restrictives du gouvernement Fernández⁵². On peut émettre l'hypothèse que chez ces jeunes, la politique économique de Milei séduit beaucoup plus que son conservatisme social.

Pour ces raisons, il est difficile d'extrapoler les analyses des cas européens et états-uniens pour expliquer le succès politique de Milei. Par exemple, la composante anti-immigration n'a pas le même poids en Argentine qu'en Europe en raison du rôle électoral important des immigrés en situation régulière en Argentine. Le discours anti-caste et anti-étatiste de Milei est plus directement lié à la spécificité du mécontentement social argentin face à des décennies de crises économiques et politiques.

La critique populaire aurait pu être captée par un discours politique en faveur de la démocratie, parce qu'elle souligne les inefficacités de l'État sans être, au départ, anti-étatiste. Toutefois, la méfiance envers le politique a su être exploitée par Milei, seul candidat incarnant une posture et un style

47. Le courant *New Age* et la loi de l'attraction sont particulièrement parlants : selon ces spiritualités, l'individu attire ce qu'il mérite, et s'il n'a pas encore ce qu'il souhaite, c'est qu'il ne le veut pas encore assez. Ces croyances légitiment les inégalités en leur donnant une dimension divine et irréversible. Elles font reposer sur l'individu seul la responsabilité de sa trajectoire.

48. P. Stefanoni, « Make Argentina Great Again », *Esprit*, janvier-février, 2024, p. 18-22.

49. Analyse développée dans Y. Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, Paris, L'Observatoire, 2018.

50. En 2023, l'inflation culmine à un niveau de 211,3 %.

51. Le kirchnérisme a largement financé le déficit public par l'émission monétaire, ce qui a participé de la crise inflationnaire du pays.

52. Le président Alberto Fernández a, qui plus est, été pris en photo avec dix autres personnes lors de l'anniversaire de sa femme, en plein milieu du confinement (épisode connu dans les médias comme la « Fiesta de Olivos »).

absolument nouveaux. Au second tour des élections présidentielles, le ralliement de Patricia Bullrich (Juntos por el Cambio, droite traditionnelle) et surtout, le soutien de l'ex-président Mauricio Macri ont largement contribué à la victoire de Milei en lui conférant une certaine crédibilité, non seulement à l'échelle du pays mais aussi auprès de la communauté internationale⁵³.

« Vive la liberté⁵⁴ », vraiment ?

De tradition néo-classique, Milei découvre en 2013 le penseur libertarien états-unien Murray Rothbard qui le convertit brutalement à l'anarcho-capitalisme. Sa pensée s'aligne avec ce qu'Olivier Roy appelle le « techno-césarisme », branche de la droite bonapartiste (René Rémond) qui rejette l'État dans son rôle d'arbitre. Le seul contrat qui vaille selon les techno-césaristes est celui établi par la transaction commerciale :

« Contrairement au capitalisme néolibéral, qui jouait sur le mythe de la réalisation de soi à portée de tous – et qui était donc parfaitement *woke*-compatible, les techno-libertariens assument le fait qu'il y a des damnés de la terre et qu'il faut les abandonner à leur sort. ⁵⁵ »

Au début de sa campagne, Milei adopte un style et une rhétorique outranciers qui font grimper les audiences et dont les médias argentins profitent⁵⁶. Opposé à tout interventionnisme étatique, il critique les politiques kirchnéristes en accusant le progressisme d'avoir sapé le développement économique de l'Argentine, qui possédait pourtant, selon lui, les ressources nécessaires pour devenir une grande puissance⁵⁷. Milei est le candidat de toutes les contradictions : d'économiste anti-État, il est devenu chef de l'État. Considérant la « justice sociale » comme une aberration, il défend l'héritage du péroniste néolibéral Carlos Menem (1989-1999), mais reprend des slogans (« Que se vayan todos⁵⁸ ») utilisés originellement contre Menem pendant la crise de 2001. Globalement, Milei souhaite mener une bataille contre les idées progressistes, qu'il qualifie de « marxistes », portées tant par la gauche que par une partie de la droite – parmi elles, les droits des femmes et des minorités. Milei donne une nouvelle dimension réactionnaire à la notion de liberté, en arguant que les politiques de réduction des inégalités vont en réalité à contre-courant du principe d'égalité devant la loi. Le président argentin est aussi le premier, depuis la fin de la dernière dictature, à revenir sur la responsabilité des

53. P. Stefanoni, « Make Argentina Great Again », *op. cit.*

54. Le véritable slogan utilisé par Milei est « *Viva la libertad, carajo* » (« Vive la liberté, bordel »).

55. O. Roy, « Les droites et Trump : crise et avenir d'une tradition politique », *Le Grand Continent*, 2025.

56. P. Stefanoni, « Make Argentina Great Again », *op. cit.*

57. Le mythe de l'effondrement de la destinée argentine vient de son niveau de croissance au début du XX^e siècle, qui la plaçait parmi les pays les plus riches du monde.

58. « Qu'ils s'en aillent tous ! »

militaires dans les crimes commis sous la dictature entre 1976 et 1983⁵⁹. Enfin, à l'image de son homologue états-unien, Milei affiche un climat-scepticisme décomplexé.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, Milei s'attaque à l'État dans son discours mais également dans la réalité. D'emblée, il supprime pas moins de 12 ministères, dont ceux de la Culture, de l'Éducation ou bien du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, qu'il intègre au ministère nouvellement créé nommé « Ministerio de Capital Humano⁶⁰ ». En 2024, 52 000 emplois ont été supprimés au niveau étatique, et toutes les semaines, la « tronçonneuse » continue de s'en prendre au service public, en particulier aux secteurs médico-social et universitaire⁶¹. Il ferme également des institutions liées aux droits des femmes et des minorités comme le ministère des Femmes, des Genres et des Diversités⁶² ou l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI)⁶³. Il coupe aussi les financements pour des initiatives publiques visant à promouvoir la santé sexuelle, la prévention des violences de genre et l'accompagnement pour les personnes transsexuelles⁶⁴. En parallèle, il remet en question le droit à l'avortement, légalisé en 2020, en considérant ses partisans comme des « assassins ». Si les autorisations restent en vigueur, il convient de préciser que le ministère de la Santé argentine n'a distribué en 2024 aucune pilule abortive⁶⁵ et aucun traitement pré-exposition de l'infection par le VIH⁶⁶.

Le président ne réussit cependant pas à mettre en place certaines politiques centrales de sa campagne telles que la dollarisation ou la suppression de la Banque centrale. L'un des principaux freins est la faiblesse de LLA à la Chambre⁶⁷, même si le gouvernement bénéficie du soutien de la droite traditionnelle. Ainsi, le méga « Decreto de Necesidad y Urgencia » (DNU⁶⁸) 70/2023, signé par le président le 29 décembre 2023 et composé de plus de 360 articles définissant le projet libertarien de Milei, est toujours en vigueur mais a été rejeté par le Sénat en mars 2024⁶⁹.

59. La vice-présidente argentine, Victoria Villaruel, s'est notamment fait connaître pour les propos révisionnistes qu'elle tient à propos de la dictature.

60. « Ministère du Capital humain ».

61. Les universités fonctionnent avec un budget voté en 2023, alors que le pays a connu une inflation de 200 % entre-temps. Par ailleurs, Milei a fermé le système d'allocation et de bourses de recherche, et a procédé à la privatisation de nombreuses entreprises publiques liées traditionnellement à la recherche.

62. Créé par Alberto Fernández et fermé dès décembre 2023.

63. Créé en 1995 et fermé en août 2024.

64. On peut notamment citer le programme Acompañar, créé par Fernández et visant à soutenir sur le plan psychologique et financier les victimes de violences de genre. Entre 2019 et 2023, la plateforme serait intervenue en faveur de plus de 350 000 victimes. Lire T. Conscience, « Argentine : un vent mauvais souffle sur les droits des femmes sous la présidence Milei », RFI, janvier 2024.

65. Alors que plus de 100 000 pilules avaient été distribuées en 2023, selon les chiffres officiels.

66. F. Genoux, « En Argentine, Javier Milei livre une bataille culturelle », *Le Monde*, décembre 2024.

67. Seulement 38 sièges sur 257.

68. « Décret de nécessité et d'urgence ».

69. Le DNU 70/2023 sera rejeté si et seulement si la Chambre des députés s'y oppose, chose qu'elle ne peut actuellement pas faire, compte tenu du manque d'organisation des forces d'opposition.

Il est par ailleurs intéressant de noter que, aussi anti-péroniste qu'il puisse être, le gouvernement a dû recruter du personnel dans les rangs péronistes, notamment des fonctionnaires du gouvernement sortant d'Alberto Fernández⁷⁰, en raison du manque d'expérience des cadres du parti LLA. Enfin, le président doit composer avec des figures issues de partis qu'il exécrait avant d'arriver au pouvoir telles que le ministre de la Sécurité Luis Petri (UCR) ou celui de l'Économie Luis Caputo (PRO).

La politique de Milei est applaudie par de nombreux pays et de nombreuses institutions, en particulier le FMI. Sa recette néolibérale, à base de dévaluation de 50 % du peso, de réduction de plus d'un tiers des dépenses publiques, d'amnistie fiscale et de dérégulation de grande ampleur, a entraîné dans les premiers mois suivant son élection une explosion de la pauvreté qui s'est depuis largement résorbée selon les chiffres officiels. Le résultat le plus frappant concerne l'inflation, enregistrée pour le mois de mai 2025 à 1,5 %, le taux le plus bas depuis mai 2020. Ce résultat semble s'inscrire dans une tendance durable puisqu'entre 2023 et 2024, l'inflation avait déjà été réduite de près de la moitié.

Toutefois, le programme de restructuration économique et financière de Milei – même s'il entraîne une baisse drastique de l'inflation et des prévisions de croissance encourageantes⁷¹ – pèse d'un coût social considérable. L'Observatorio de la Deuda Social Argentina (ODSA) de la Universidad Católica Argentina⁷² précise d'une part dans un rapport⁷³ que, même si le taux officiel de pauvreté a baissé entre 2023 et 2024, les pauvres sont en réalité de plus en plus nombreux : « menos pobreza, más pobres⁷⁴ ». Selon les statistiques officielles⁷⁵, durant le 3^e trimestre de 2024, le taux de pauvreté et d'indigence aurait baissé de 16 et de 11 points respectivement (passant de 54 à 38,3 % et de 20,2 à 9,2 %). Mais plusieurs éléments semblent révéler que cette baisse est surestimée. D'abord, il est difficile de considérer que cette baisse est suffisante, d'autant que la pauvreté frappe particulièrement les enfants : quatre personnes sur dix sont pauvres en Argentine, et parmi elles, plus d'un enfant sur deux (53,4 %). Par ailleurs, les résultats mettent en lumière les dysfonctionnements structurels du marché du travail. En effet, selon le rapport de l'ODSA, 50 % des travailleurs ont un travail précaire et parmi tous les travailleurs, 29 % se trouvent en situation de pauvreté – la flexibilisation du marché du travail ne permet pas d'améliorer cette situation.

70. P. Stefanoni, « Make Argentina Great Again », *op. cit.*

71. Soit 5 % pour l'année 2025 selon le FMI – auprès de qui l'État argentin vient de s'endetter à hauteur de 20 milliards de dollars, faisant de l'Argentine le plus gros débiteur de l'institution.

72. Université Catholique Argentine.

73. « Deudas sociales en lista de espera. Balance social 2024 », Pontificia Universidad Católica Argentina, Observatorio de la Deuda Social Argentina, 2025.

74. « Moins de pauvreté, plus de pauvres ».

75. « Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos », INDEC, 2025.

Comment le taux de pauvreté a-t-il pu baisser dans ces conditions ? Depuis le début du gouvernement de Javier Milei, la hausse du prix des services publics (transports, eau, gaz et électricité) a été trois fois supérieure à celle de l'inflation, selon une étude réalisée par l'Observatoire des tarifs et subventions de l'IIEP (UBA-Conicet)⁷⁶. Selon le rapport de l'ODSA, cela a entraîné une hausse de la part des coûts fixes des foyers par rapport aux coûts variables. Ainsi, de meilleurs revenus réels n'ont pas signifié en 2024 une augmentation du pouvoir d'achat, ni de la qualité de vie des ménages. Ensuite, le rapport met en évidence l'émergence d'une pauvreté « multidimensionnelle » qui ajoute à l'insécurité alimentaire l'impossibilité d'accéder à des médicaments ou à des services de santé. Par ailleurs, loin de se réduire, les inégalités territoriales se sont accrues, puisque les zones déjà les plus touchées par la pauvreté sont celles où le taux de pauvreté a le plus augmenté entre 2023 et 2024. Enfin, les dynamiques du marché du travail maintiennent, voire aggravent, les écarts de productivité, de salaire et de bien-être. L'absence de demande d'emploi de qualité empêche toute mobilité sociale et semble creuser le fossé entre travail et accès aux droits fondamentaux des travailleurs, donc le divorce entre capitalisme et démocratie⁷⁷.

Ainsi, la reprise économique engagée par la politique de Milei n'a pas touché le territoire argentin de façon homogène. Par ailleurs, l'augmentation du taux de croissance est permise par des activités extractives dont les conséquences sociales et écologiques sont dramatiques. Milei encourage l'industrie du lithium⁷⁸ et du gaz de schiste⁷⁹, activités déjà entreprises par les néo-développementalistes. Récemment, la constitution de la province de Jujuy a été modifiée pour procéder à la vente de territoires occupés par des peuples originaires vivant de la production de sel et du tourisme⁸⁰ : un article de d'Amnesty International dénonce une violation en toute impunité des droits fondamentaux de ces populations⁸¹. Certes, l'exploitation de ces ressources naturelles encourage la croissance du pays, mais cette dernière bénéficie principalement à des grandes entreprises de la banque, de l'énergie et de l'agriculture et à des investisseurs chinois, canadiens et australiens (pour le lithium). Ces secteurs concentrent donc la richesse que la politique miléiste redistribue de plus en plus inégalement. De surcroît, ces activités sont très gourmandes en eau ce

76. « Reporte de tarifas y subsidios #22 », IIEP, UBA-Conicet, janvier 2025.

77. Aujourd'hui, un Argentin sur trois est privé de droits sociaux fondamentaux selon ce même rapport.

78. Avec des gisements dans le nord-ouest du territoire.

79. Les principaux gisements sont situés en Patagonie. Certains, comme celui de la « Vaca Muerta », ont été récemment découverts.

80. P. Fricot, « Reportage – En Argentine, la lutte contre l'exploitation du lithium continue », *L'Humanité*, août 2023.

81. « Argentina: Two Years After Brutal Repression in Jujuy, Amnesty International Report Exposes Impunity », Amnesty International, mai 2025.

qui pose un véritable problème pour l'accès à l'eau des habitants et augmente le risque de méga-feux.

Il convient ainsi de se poser la question du type de liberté que cherche à déployer Milei avec sa politique économique libertarienne. La « main invisible du marché » d'Adam Smith est en réalité bien arthritique et le cas argentin semble une nouvelle fois l'illustrer. Si ses premières mesures semblent produire certains résultats macroéconomiques notables, notamment en matière de lutte contre l'inflation, ces succès masquent un coût socio-écologique élevé. Ce paradoxe, entre performance économique affichée et fracture sociale croissante, révèle les limites d'un modèle ultralibéral coupé des impératifs de durabilité.

Une politique extérieure anti-système

« J'ai trouvé des compagnons dans ce combat pour les idées de la liberté : du merveilleux Elon Musk à la redoutable dame italienne, ma chère amie Giorgia Meloni ; de (Nayib) Bukele au Salvador à Viktor Orbán en Hongrie ; de Benyamin Netanyahu en Israël à Donald Trump aux États-Unis. Une alliance internationale est en train de se former entre toutes les nations qui veulent être libres et qui croient aux idées de la liberté. »
Discours de Javier Milei au Forum économique mondial (Davos) en janvier 2025.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président Milei a largement contribué à la visibilisation de l'Argentine sur la scène internationale. Il a en effet réalisé plus de 26 voyages internationaux, dont dix aux États-Unis. Son ambition est double : démontrer l'alignement total du pays sur les États-Unis et affirmer sa pleine intégration à un réseau international d'extrême droite. Le 6 juin 2025, lors de sa tournée en Europe et de sa quatrième rencontre avec la Première ministre italienne Giorgia Meloni, il a affirmé : « Nous devons être comme une légion romaine qui l'emporte toujours sur des armées plus grandes. » Si Milei effectue des rencontres officielles⁸², il privilégie des voies diplomatiques non conventionnelles qui illustrent une nouvelle fois son caractère anti-système. De fait, à la rencontre avec ses homologues, il préfère la participation à des conférences politiques réactionnaires dont la Conservative Political Action Conference (CPAC) américaine ou le Madrid Forum (créé par le *think tank* du parti réactionnaire espagnol VOX).

Milei semble en première analyse inscrire sa politique étrangère dans une « logique d'acquiescement⁸³ ». Il affirme son soutien à Trump contre

82. Il a ainsi rencontré le chef de l'État français Emmanuel Macron lors la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC3) à Nice en juin 2025.

83. Inspirée par le concept d'« autonomie » et observée depuis 1945, la « logique d'acquiescement » repose sur l'idée que l'Amérique latine peut bénéficier de son rôle périphérique dans les relations internationales. C'est une stratégie d'accommodation, comprenant l'acceptation du *statu quo* international, l'alignement sur les intérêts stratégiques vitaux des États-Unis et le refus d'adhérer aux

vents et marées, y compris en ce qui concerne les tarifs douaniers qui portent préjudice à la santé économique de l'Argentine. Lorsqu'il nomme Diana Mondino ministre des Relations extérieures, du Commerce international et du Culte en novembre 2023, il lui donne comme directive de s'aligner le plus possible avec les démocraties occidentales, en particulier les États-Unis. En 2024, la cheffe de la diplomatie est limogée⁸⁴ pour avoir, selon le gouvernement, soutenu la dictature cubaine par un vote à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU)⁸⁵. En réalité, l'Argentine et l'ensemble des pays latino-américains votent depuis 1992 en faveur de l'arrêt du blocus des États-Unis contre Cuba. Milei s'éloigne donc ici de la politique de *soft-balancing*, recours traditionnel des pays latino-américains au droit international pour réduire l'asymétrie de pouvoir avec les grandes puissances⁸⁶.

Lors du dernier sommet du Mercosur à Montevideo le 6 décembre 2024, Milei a affirmé que « le Mercosur [était] né avec l'idée de renforcer nos liens commerciaux et il [avait] fini par devenir une prison⁸⁷ ». En mars 2025, il va encore plus loin en annonçant la sortie prochaine de l'Argentine de ce forum économique régional, en fonction de l'obtention d'un accord de libre-échange avec Donald Trump. Les relations avec les États-Unis sont donc largement privilégiées par rapport aux organisations d'intégration régionale. Quant aux relations bilatérales avec les pays d'Amérique latine, elles se déploient sur des lignes politiques : visite du président salvadorien d'extrême droite Nayib Bukele en octobre 2024 ; rupture des relations diplomatiques avec le Venezuela en juillet 2024 après que l'Argentine n'a pas reconnu les résultats électoraux du pays. Le président partage l'aversion de Trump envers les institutions multilatérales⁸⁸. Derrière ce soutien inconditionnel, Milei cherche certes à nourrir son image d'homme fort, mais, il attend surtout un certain nombre de renvois d'ascenseur qui tardent à se concrétiser⁸⁹. L'alignement de Milei sur Trump s'inscrit même dans sa manière de faire de la politique. Ses affirmations explosives sont

schémas d'intégration régionale qui pourraient nuire aux liens étroits avec Washington. Lire R. Russell et J. G. Tokatlian, « América Latina y su gran estrategia: entre la aquiescencia y la autonomía », *Revista CIDOB D'afers Internacionals*, 2013, p. 57-180.

84. La nomination de l'ancien ambassadeur d'Argentine aux États-Unis, Gerardo Werthein, comme chef de la diplomatie incarne cette volonté d'alignement sur Washington.

85. « Javier Milei echó a Diana Mondino del Gobierno por votar a favor de Cuba en una Asamblea de la ONU », *Infobae, Política*, octobre 2024.

86. R. Russell et J. G. Tokatlian, « América Latina y su gran estrategia: entre la aquiescencia y la autonomía », *op. cit.*

87. « El Mercosur nació con la idea de profundizar nuestros lazos comerciales y terminó convirtiéndose en una prisión », Communiqué de la présidence argentine, 6 décembre 2024.

88. Trump comme Milei ont décidé de se retirer de l'Organisation mondiale de santé (OMS).

89. À une exception près : l'obtention du prêt de 20 milliards auprès du FMI.

accompagnées d'une pratique qui imite, même sur des sujets de politique intérieure, le style trumpien⁹⁰.

Milei cherche aussi à réaffirmer, par sa politique extérieure, le caractère occidental de l'Argentine. Dès son arrivée au pouvoir, il confirme par exemple son soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Lors de sa dernière visite en Israël en juin 2025, il annonce le déplacement de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, comme les États-Unis l'avaient fait en 2018. L'affirmation de l'identité occidentale passe aussi par le refus de l'Argentine d'intégrer les BRICS+.

En réalité, la politique de Milei est traversée par des logiques de réajustement : s'il avait prévu lors de son élection de refuser tout accord commercial avec un pays communiste, sa position est plus pragmatique aujourd'hui. Les besoins du pays pour le développement des activités extractives l'ont forcé à réenclencher les négociations commerciales avec la Chine. Un *swap* de devises de cinq milliards de dollars a été prolongé jusqu'à fin 2026 et des discussions sont en cours pour accroître les investissements chinois dans le lithium, tandis que le DNU 70/2023 prévoit une révision de la Ley de Tierras de 2011 pour ouvrir la propriété foncière aux multinationales notamment chinoises (cf. *supra*). L'intransigeance de Milei cède à la contrainte économique, dans un pays toujours largement dépendant des financements extérieurs.

Ainsi, la diplomatie miléiste semble donner une visibilité relativement exceptionnelle à l'Argentine, mais son influence internationale reste limitée. Son dernier discours à Davos l'illustre : ses affirmations détonantes – comparant l'homosexualité à de la pédophilie et rejetant le terme « féminicide » – n'ont éveillé que de timides applaudissements et ont entraîné de nombreuses manifestations, en Suisse comme à Buenos Aires⁹¹. Les discours incisifs, les tenues disruptives, les cadeaux loufoques⁹² suscitent presque une étonnante sympathie de la part de ses interlocuteurs, mais ne suffisent pas à occulter la réalité géopolitique de l'Argentine. Comme le dit le politologue David Copello, Milei donne à son pays une « centralité subalterne », sans réussir à s'imposer comme un acteur stratégique sur la scène internationale⁹³. Il est en revanche omniprésent dans les réseaux de la droite et de l'extrême droite où son mode de communication a une réelle influence : le député français Éric Ciotti est récemment apparu à la Maison de l'Amérique latine une tronçonneuse entre les mains.

90. En mars 2025, Milei a notamment exclu la presse de son discours d'inauguration parlementaire au Congrès. Lire F. R. Molina, « Milei amenaza con sacar a Argentina de Mercosur: "Solo enriqueció a los empresarios brasileños" », *El País*, mars 2025.

91. F. Pittaro, « Milei à Davos : le discours intégral », *Le Grand Continent*, janvier 2025.

92. Milei a offert une tronçonneuse à Elon Musk et une figurine de lui-même tenant une tronçonneuse à Giorgia Meloni. Lors du sommet sur l'Océan de l'ONU, il a fait cadeau à Emmanuel Macron d'un ensemble d'ouvrages sur l'anarcho-capitalisme.

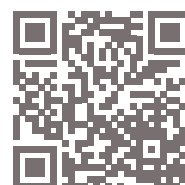
93. « Table ronde – Argentine : le modèle Milei en question », émission Cultures Mondes, France Culture, 6 juin 2025.

Conclusion

L'ascension de Javier Milei constitue un tournant inédit dans l'histoire politique de l'Argentine contemporaine. Elle ne peut être réduite à un simple phénomène passager ni assimilée à des modèles autoritaristes connus. Le miléisme naît à l'intersection de plusieurs facteurs : l'usure du pacte social fondé sur l'intervention de l'État, la faillite du néo-développementalisme, la disqualification des élites politiques traditionnelles, et l'émergence de nouvelles subjectivités populaires en quête de reconnaissance et de perspectives.

Porté par une rhétorique libertarienne agressive et ultraconservatrice, un style anti-système et une volonté assumée de démanteler l'appareil étatique, Milei incarne ainsi une réponse radicale à une crise durable de la représentation politique et économique. Pourtant, ce projet politique se heurte déjà à des contraintes majeures : faiblesse institutionnelle de sa coalition, dépendance aux financements extérieurs, coûts socio-écologiques massifs et réalités géopolitiques.

Au fond, l'ère Milei pourrait bien marquer moins l'avènement d'un nouvel ordre que le symptôme d'un vide politique que ni l'État, ni les partis, ni le marché n'ont réussi à combler. Reste à savoir si ce vide débouchera sur une recomposition durable ou sur une nouvelle crise de la représentation.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org